

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
**COUR D'APPEL DE NIAMEY**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

\*\*\*\*\*

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 05 JUILLET 2018**

**JUGEMENT  
COMMERCIAL  
N°104 du  
05/07/2018**

**AFFAIRE :**

**La Société A  
GROUP  
INTERNATIONAL  
LTD,**

**C/**

**1. La Société de  
PATRIMOINE  
DES MINES DU  
NIGER**

**(SOPAMIN),**

**2. La Société des  
Mines du  
LIPTAKO (SML-  
SA),**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire de vacation du cinq juillet deux mil dix-huit, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **MAMANE NAISSA SABIU**, Président du Tribunal; **Président**, en présence de Messieurs **KANE AMADOU** et **GARBA OUMAROU**, **Membres** ; avec l'assistance de Maître **RAMATA RIBA**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

**ENTRE**

**La Société A GROUP INTERNATIONAL LTD**, Société à Responsabilité Limitée, immatriculée au Registre du Commerce et de Crédit Mobilier de Niamey sous le numéro RCCM : NI.NIM 2015. B 1233-NIF40524/S dont le siège social est sis à Niamey, quartier SONITEL, représentée par son Gérant Usman MAIKUDI ABDULLAHI, assistée de ses conseils, **Maître MOUNGAI GANAO Oumarou Sanda**, **Maître SOULEYMANE Moussa** et **Maître DJIBRILLOU Salé**, tous Avocats à la Cour de Niamey, en l'étude desquels domicile est élu pour la présente et ses suites ;

**DEMANDERESSE**

**D'UNE PART**

**ET**

**1.LA SOCIETE DE PATRIMOINE DES MINES DU NIGER (SOPAMIN-SA)**, Société Anonyme avec conseil d'administration, créée par l'Ordonnance 2007/03 du 17 août 2007 modifiée par l'Ordonnance du 2010/11 du 1<sup>er</sup> avril 2010, dont le siège social est situé à Niamey, quartier Koiri Kona, Avenue des Ambassades, BP 11500 ,République

du Niger, représentée par son Directeur Général, Monsieur ZADA Mahamadou, domicilié en cette qualité audit siège, La Société de PATRIMOINE DES MINES DU NIGER (SOPAMIN), ayant pour Avocat-conseil, **la SCPA LBTI & PARTNERS**, société civile professionnelle d'Avocats, 86 Avenue du Diamangou, Rue PL 34, BP : 343 Tel.20.73.32.70 Fax. 20.73.38.02, au siège de laquelle domicile est élu ;

**2. La Société des Mines du LIPTAKO (SML-SA)**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 600 000 000 FCFA, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM-NI-NIM-2005-B-1124, dont le siège social est à Niamey, Boulevard Mali Béro – rue 1873,, BP : 12470, Représentée par son Directeur Général, Monsieur ALI MOUMOUNE, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, assistée de **Maître Boubacar MAROU**, Avocat à la Cour de Niamey, Quartier Terminus, BP 10063, en l'étude desquels domicile est élu pour les présentes et ses suites ;

**DEFENDERESSES**

**D'AUTRE PART**

### **FAITS, PROCEDURES ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par acte de tierce opposition en date du 09 mai 2018 contre le jugement commercial n°064 du 20 avril 2018 de Maître CHAIBOU ABDOU, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, y demeurant, la Société A GROUP INTERNATIONAL LTD, Société à Responsabilité Limitée, immatriculée au Registre du Commerce et de Crédit Mobilier de Niamey sous le numéro RCCM : NI.NIM 2015. B 1233-NIF40524/S dont le siège social est sis à Niamey, quartier SONITEL, représentée par son Gérant Usman MAIKUDI ABDULLAHI, assistée de ses conseils, Maître MOUNGAI GANAO Oumarou Sanda, Maître SOULEYMANE Moussa et Maître DJIBRILLOU Salé, Avocats à la Cour de Niamey, en l'étude desquels domicile est élu pour la présente et ses suites, a donné assignation à la SOCIETE DE PATRIMOINE DES MINES DU NIGER (SOPAMIN-SA), Société

Anonyme avec conseil d'administration, créée par l'Ordonnance 2007/03 du 17 août 2007 modifiée par l'Ordonnance du 2010/11 du 1<sup>er</sup> avril 2010, dont le siège social est situé à Niamey, quartier Koira Kona, Avenue des Ambassades, BP 11500 , République du Niger, représentée par son Directeur Général, Monsieur ZADA Mahamadou, domicilié en cette qualité audit siège, la Société de PATRIMOINE DES MINES DU NIGER (SOPAMIN), ayant pour Avocat-conseil, la SCPA LBTI & PARTNERS, société civile professionnelle d'Avocats, 86 Avenue du Diamangou, Rue PL 34, BP : 343 Tel.20.73.32.70 Fax. 20.73.38.02, au siège de laquelle domicile est élu et la Société des Mines du LIPTAKO (SML-SA), Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 600 000 000 FCFA, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM-NI-NIM-2005-B-1124, dont le siège social est à Niamey, Boulevard Mali Béro – rue 1873,, BP : 12470, Représentée par son Directeur Général, Monsieur ALI MOUMOUNE, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège, assistée de Maître Boubacar MAROU, Avocat à la Cour de Niamey, Quartier Terminus, BP 10063, en l'étude duquel domicile est élu pour les présentes et ses suites, d'avoir à comparaître et se trouver présent le 18 mai 2018 à l'audience et par devant le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale sur le recours, en tierce opposition principale formée à l'encontre du jugement commercial n°064 du 20 avril 2018 à l'effet de :

#### A Titre Principal

- 1) Procéder à la tentative de conciliation obligatoire et en cas d'échec ;
- 2) Déclarer recevable la tierce opposition introduite par A GROUP INTERNATIONAL LTD comme étant régulière en la forme ;
- 3) Rétracter le Jugement Commercial n°064 rendu par le Tribunal de commerce de Niamey le 20 avril 2018 ;
- 4) Déclarer irrecevable la demande de la SOPAMIN-SA de convocation d'une assemblée générale des actionnaires de la SML par un mandataire ad hoc ;

#### Subsidiairement

- 5) Dire et juger non opposable à la société A GROUP INTERNATIONAL LTD toute décision unilatérale prise par la SOPAMIN-SA de nature à remettre en cause l'intégralité du Pacte d'Actionnaires signé entre les parties le 27 mai 2018 ;

#### Très Subsidiairement

- 6) Ordonner à la SOPAMIN-SA la consignation entre les mains du Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Niamey de la somme de Deux Millions Cinq Cent Mille

(2 500 000) dollars américain ou son équivalent en francs CFA en garantie du remboursement éventuel du prix fixe des actions de SML payé par A GROUP INTERNATIONAL LTD.

A l'appui de sa tierce opposition, la Société A GROUP INTERNATIONAL LTD rappelle que par Jugement Commercial n°064 rendu par le Tribunal de commerce de Niamey le 20 avril 2018 entre la SOPAMIN-SA et la SML-SA, il a été statué ainsi qu'il suit : « Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de toutes les parties en matière commerciale et en premier ressort :

En la forme

Reçoit régulière en la forme la demande introduite par la SOPAMIN-SA

Au fond

Dit que c'est à bon droit que la SOPAMIN-SA a assigné la SML à travers son représentant légal qui est le Président du Conseil d'Administration ;

Déboute la SML-SA de sa demande d'être mise hors de cause ;

Déclare fondée la demande de désignation d'un mandataire pour convoquer l'Assemblée Générale formulée par la SOPAMIN-SA ;

Désigne NOUHOU TARI, expert comptable de la société d'expertise comptable FCA Fiduciaire Conseil et Audit, inscrite sur le tableau de l'Ordre National des experts comptables agréés du Niger comme mandataire Ad hoc avec pour missions de convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires de la Société SML ayant pour ordre du jour les suites de la résiliation de la convention d'Achat avec la société A GROUP et notamment la révocation des mandats de ses administrateurs ;

Dit que l'Assemblée Générale sera convoquée dans les conditions de forme et délai prévus par les statuts de la SML-SA ;

Rejette la demande reconventionnelle de la SML-SA ;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision sur minute et avant enregistrement ;

Condamne la SML-SA aux dépens dont distraction au profit de la SCPA LBTI & PARTNERS, avocat aux offres de droit ;

Avertit les parties qu'elles disposent d'un délai de 8 jours pour interjeter appel contre la présente décision par dépôt d'acte d'appel auprès du greffier en Chef du Tribunal de Commerce ».

Elle indique que cette décision a été rendue entre la SOPAMIN-SA, actionnaire minoritaire et la SML-SA, en l'absence de A GROUP INTERNATIONAL LTD, actionnaire majoritaire.

En la forme, A GROUP INTERNATIONAL LTD invoque les dispositions de l'article 550 du code de procédure civile qui dispose que : « la tierce opposition tend à faire rétracter un jugement qui préjudicie aux droits d'une personne qui n'y a pas été partie (...) ».

Elle fait relever que le Jugement Commercial n°064, rendu en l'absence de A GROUP INTERNATIONAL LTD, actionnaire majoritaire de la SML-SA, porte une atteinte grave et préjudiciable à ses droits fondamentaux et qu'elle a intérêt à ce que ledit Jugement soit rétracté.

A GROUP INTERNATIONAL LTD soutient que la présente tierce opposition remplit les conditions de recevabilité prévue par la loi.

Au fond, la société A GROUP INTERNATIONAL LTD indique qu'elle est propriétaire de 37 500 actions nominatives de la SML-SA sur 50 000 actions, soit 75% et que ces actions nominatives ont été achetées au prix fixe d'un montant de Deux Millions Cinq Cent Mille (2 500 000) dollars américain entièrement payés.

Elle indique qu'un Pacte d'Actionnaires a été signé entre A GROUP INTERNATIONAL et SOPAMIN-SA le 26 mai 2016 à l'effet « de régir leurs relations en qualité d'Actionnaires de la Société de Mines du Lipatako, plus particulièrement, les conditions dans lesquels les transferts de titres (...) pourront être effectués et les modalités de prises de décision et de gestion au sein de la société » (point C du préambule).

Il est précisé à l'article 11.1 dudit Pacte que : « les parties conviennent que le pacte représente l'intégralité de leur accord quant à son objet et remplace, annule et prévaut sur toute convention ou document antérieure ayant un objet identique ou semblable à celui du pacte » et qu'il est également précisé au point 11.3 dudit Pacte que : « toute modification du pacte ne pourra résulter que d'un accord écrit de chacune des parties. ».

A GROUP INTERNATIONAL LTD indique qu'il est en outre spécifié au point 11.4 dudit Pacte que : « les parties reconnaissent expressément le caractère irrévocable et intangible des termes du Pacte. Toute manifestation de volonté de la part de l'une d'entre elles sans le consentement exprès de l'autre, visant à affecter les termes et conditions du pacte sera privé de tout effet. En conséquence, les parties conviennent par dérogation expresse aux dispositions du Code civil que la partie lésée pourra poursuivre en exécution forcée la partie défaillante et ce sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra solliciter ».

A GROUP INTERNATIONAL LTD soutient que, nonobstant ces dispositions impératives du Pacte d'Actionnaires, la SOPAMIN SA adressait à A GROUP une lettre de résiliation de la Convention d'Achat en date du 13 mars 2018 « avec effet immédiat » tout en demandant aux administrateurs de son partenaire de donner immédiatement leur démission.

Le 20 mars 2018, poursuit A GROUP INTERNATIONAL LTD, la SOPAMIN-SA adressait au Président du Conseil d'Administration de la SML-SA une lettre lui enjoignant de convoquer une Assemblée Générale pour le 6 avril 2018 à l'effet de révoquer le mandat des administrateurs de A GROUP INTERNATIONAL LTD et que le 22 mars 2018, le Président du Conseil d'Administration, convoquait pour le 19 avril 2018 les administrateurs de la SML-SA à un Conseil d'Administration, organe qualifié pour convoquer une Assemblée Générale en application de l'article 516 de l'acte Uniforme OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et GIE.

A GROUP INTERNATIONAL LTD fait remarquer que le 23 mars 2018, SOPAMIN-SA a demandé au Directeur Général de la SML-SA de ne plus reconnaître les

administrateurs de A Group INTERNATIONAL LTD, motifs pris de sa résiliation de la Convention d'Achat avec effet immédiat.

Elle fait également remarquer que le Conseil d'administration de la SML-SA, tenu le 19 avril 2018, a convoqué une Assemblée Générale des Actionnaires pour le 4 mai 2018 et que malgré cette convocation par le Conseil d'administration de la SML-SA de l'Assemblée Générale sollicitée par SOPAMIN-SA, le Tribunal de Commerce a, par Jugement n°064 du 20 avril 2018, désigné un mandataire ad hoc avec pour missions de convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires de la société SML-SA ayant pour ordre du jour les suites de la résiliation de la convention d'achat avec la société A Group et notamment, la révocation des mandats de ses administrateurs.

A GROUP INTERNATIONAL LTD indique que, par lettre en date du 27 avril 2018, ledit mandataire ad hoc convoquait la seule SOPAMIN-SA, propriétaire de 25% des Actions, à une Assemblée Générale Ordinaire de la SML-SA pour le 14 mai 2018 à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Conséquence de la résiliation de la convention d'achat des titres de la Société SML conclue entre SOPAMIN et la Société A GROUP, et constatation de la détention par SOPAMIN de la totalité des actions de SML ;
- Révocation des mandats des administrateurs de la société A GROUP ;
- Rappel des mandats des administrateurs restants et des dates d'expiration de ces mandats ;
- Pouvoir à conférer.

A l'évidence, souligne A GROUP INTERNATIONAL LTD, le Jugement Commercial n°064 et la décision du mandataire ad hoc remettent en cause la qualité d'actionnaire de A GROUP INTERNATIONAL et ce au mépris des termes du Pacte d'Actionnaires et en violation flagrantes des dispositions des articles 53 alinéa 4, 55, 57 et 764 de l'AUSCGIE.

A GROUP indique qu'en tant que propriété de 37500 actions nominatives de la SML-SA a « le droit de participer aux décisions collectives » de la SML, et la perte de sa

qualité d'actionnaire ne peut résulter que d'une décision libre de sa part exempte de toute contrainte (TGI Bobo-Dioulasso n°023, 6-6-2007, Ohadata J-09-99, J-12-116) et que « seules les cessions volontaires ou judiciaires des actions emportent la perte de la qualité d'actionnaire » (CA Bobo –Dioulasso (Burkina-Faso) ch.com. n°10/09, 10-6-2009, Ohadata J-10-117 ; CA Litoral Cameroun, n°020/C, 19-2-2010, Ohadata J-10-140).

A GROUP INTERNATIONAL LTD rappelle que la question de la résiliation de la convention d'Achat et de sa portée a été soumise au Tribunal arbitral conformément à la volonté souveraine des parties exprimée à l'article 9-1 de ladite Convention aux termes desquels :

« RESILIATION POUR NON RESPECT DU PLAN d'INVESTISSEMENT »

La présente Convention peut être résiliée par le Vendeur pour non-respect de la mise en œuvre du plan d'investissement tel que (en annexe).

A cet effet, le Vendeur pourra requérir de l'acheteur durant les quatre premières années suivant la conclusion de la présente tous documents et écritures comptables afin de vérifier l'effectivité de la mise en œuvre du plan d'investissements objet de l'annexe.

En cas de défaut et après mise en demeure par tous moyens laissant trace écrite et restée sans effet 30 jours calendaires, le Vendeur pourra prononcer la résiliation de la présente convention, sans préjudices de tous dommages et intérêts pouvant découler directement ou indirectement du manquement dans l'application du plan d'investissements.

Tous litiges découlant de l'application de la présente clause sera réglé selon les dispositions de l'article 1.5 relatif à la loi applicable et au règlement des différends.

Le droit de résiliation prévu au présent article 9 est sans préjudice des autres droits prévus aux termes de la présente convention. Si la présente convention est résiliée en vertu de cet article 9, les parties seront libérées de l'ensemble de leurs obligations aux termes de la présente convention à l'exception des obligations de chacune des parties aux termes des articles 5.1 et 10 qui survivront, étant précisé également que si la présente convention est résiliée du fait de l'inexécution par une partie de ses



obligations ou du fait de la non réalisation d'une ou plusieurs conditions du fait d'une partie, les droits de la partie non fautive et à l'initiative de la résiliation d'exercer tout recours survivront ».

Elle soutient qu'il ne résulte nulle part de cette clause que l'invocation de la résiliation de la convention d'Achat par SOPAMIN-SA ait pour conséquence la perte de la qualité d'Actionnaire de A GROUP INTERNATIONAL Ltd ainsi que les droits qui y sont attachées et que dès lors le Jugement commercial n°064 du 20 avril 2018, rendu en l'absence de A GROUP INTERNATIONAL LTD, actionnaire majoritaire, et la décision du mandataire ad hoc, de convier la seule SOPAMIN, actionnaire minoritaire, à une Assemblée Générale, à l'effet de constater la détention par SOPAMIN de la totalité des actions SML, portent une atteinte grave et préjudiciable aux droits fondamentaux de A GROUP INTERNATIONAL.

Cette dernière soutient par ailleurs que la demande de convocation d'une assemblée générale par un mandataire ad hoc introduite par la SOPAMIN est irrecevable et qu'il est de jurisprudence constante que la recevabilité de la demande doit être écartée :

- lorsque aucun élément ne prouve que la mésentente entre les différents dirigeant soit susceptible de nuire à la croissance de la société et que la réunion de l'assemblée générale ordinaire doit intervenir dans les trois prochains mois, comme c'est le cas en l'espèce (CA Paris, 10 avril 1989, Bull 1989 p. 529) ;
- lorsque les contestations sérieuses portent sur la propriété de nombreuses actions de la société doivent être résolues (CA Riom 01 décembre 1972, D 1973 p. 282).

Elle indique que le litige tranché par la Cour d'appel de Riom est identique au cas d'espèce et que mieux, il a été jugé que la mésentente entre un associé et un gérant de la société résultant du fait que cette société serait laissée à l'abandon et de la non tenue d'assemblée générale n'étaient pas de nature à paralyser le fonctionnement normal de ladite société et ne saurait justifié la nomination d'un administrateur judiciaire (CA Delo (Côte-D'Ivoire) civ et com n°85 du 29 mars 2006).

Pour toutes ses raisons, A GROUP INTERNATIONAL LTD demande au Tribunal de :

Y venir la SOPAMIN-SA et LA SML-SA

Procéder à la tentative de conciliation obligatoire et en cas d'échec ;

EN LA FORME

Déclarer recevable la tierce opposition introduite par A GROUP INTERNATIONAL LTD comme étant régulière en la forme

AU FOND

A Titre Principal

- 1) Rétracter le Jugement Commercial n°064 rendu par le Tribunal de commerce de Niamey le 20 avril 2018 ;
- 2) Déclarer irrecevable la demande de la SOPAMIN-SA de convocation d'une assemblée générale des actionnaires de la SML par un mandataire ad hoc ;

Subsidiairement

- 3) Dire et juger non opposable à la société A GROUP INTERNATIONAL LTD toute décision unilatérale prise la SOPAMIN-SA de nature à remettre en cause l'intégralité du Pacte d'Actionnaires signé entre les parties le 27 mai 2018 ;

Très Subsidiairement

- 4) Ordonner à la SOPAMIN-SA, la consignation entre les mains du Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Niamey de la somme de Deux Millions Cinq Cent Mille (2 500 000) dollars américain ou son équivalent en francs CFA en garantie du remboursement éventuel du prix fixe des actions de SML payé par A GROUP INTERNATIONAL LTD.

A l'audience du 18 mai 2018, date à laquelle le dossier a été enrôlé pour la tenue de l'audience de conciliation, le tribunal a constaté, faute d'accord, l'échec de la tentative de conciliation, et renvoyé le dossier à l'audience de plaidoiries du 25 mai 2018.

Advenue cette date, le tribunal a constaté que la demanderesse a versé des pièces ce matin du 25 mai 2018 suite aux conclusions de la SOPAMIN qui lui ont été transmises le 24 mai 2018.

Le tribunal a constaté donc que le dossier n'est pas en état d'être jugé et a ainsi désigné le Président de la 4<sup>ème</sup> Chambre, Monsieur ISSAKA YACOUBA comme juge rapporteur.

A la clôture de la mise en état, le dossier a été enrôlé pour l'audience des plaidoiries du 22 juin 2018.

Advenue cette dernière date et aussitôt les débats clos, le dossier a été mis en délibéré pour le 05 Juillet 2018.

### **Motifs de la décision**

#### **En la forme**

Attendu que toutes les parties ont comparu à l'audience ;  
Qu'il ya lieu dès lors de statuer contradictoirement à leur rencontre ;

Attendu qu'à l'audience, la SOPAMIN SA a soulevé les exceptions et formulé les demandes ci-après :

1. sursis à statuer
2. incidents de communication de pièces et conclusions
3. fin de non recevoir pour défaut d'intérêt à agir
4. fin de non recevoir pour défaut de qualité
5. fin de non recevoir pour avoir acquiescé au jugement
6. tierce opposition sans objet
7. effet dévolutif de la tierce opposition
8. le litige est de la compétence du tribunal arbitral
9. à titre reconventionnel, la SOPAMIN SA demande au tribunal de condamner A GROUP INTERNATIONAL LTD à lui payer la somme de 100.000.000 F CFA à titre de dommages intérêts pour procédure abusive

#### **Sur le sursis à statuer**

#### **Du sursis à statuer sur la base de l'appel de l'ordonnance de clôture et de renvoi du Juge rapporteur**

Attendu qu'à l'audience la SOPAMIN SA indique avoir interjeté appel contre l'ordonnance de clôture et de renvoi en date du 08 juin 2018 du juge rapporteur ;

Attendu qu'effectivement, il a été versé au dossier un extrait d'acte d'appel n°12/2018 par lequel la SOPAMIN SA a interjeté appel contre l'ordonnance de clôture et de renvoi en date du 08 juin 2018 du juge rapporteur ;

Mais attendu que l'article 457 du Code de Procédure Civile dispose que : « Lorsque la cause est en état, le juge la renvoie par ordonnance à une audience de jugement. Cette ordonnance est dispensée d'enregistrement.

Après l'ordonnance de renvoi, qui vaut clôture de la mise en état, aucune conclusion ne peut être déposée, ni aucune pièce communiquée ou produite. L'ordonnance de renvoi ne peut être rapportée par le président ou le tribunal que pour cause grave et par ordonnance ou jugement motivé, non susceptible de recours.

Toutefois, le tribunal pourra, sans rapporter l'ordonnance, retenir à l'audience la demande en intervention volontaire qu'il entend joindre au principal, lorsqu'il estime qu'il peut immédiatement statuer sur le fond.

Les ordonnances du juge de la mise en état ne sont pas susceptibles d'opposition.

Elles ne peuvent être frappées d'appel ou de pourvoi en cassation qu'avec le jugement sur le fond.

Toutefois, elles sont susceptibles d'appel dans les quinze (15) jours de leur signification :

- dans les cas et conditions prévus en matière d'expertise ou de sursis à statuer ;
- lorsqu'elles ont pour effet de mettre fin à l'instance ou lorsqu'elles constatent son extinction » ;

Attendu qu'il apparait de ces dispositions que les ordonnances du juge de la mise en état ne sont pas susceptibles d'opposition ;

Qu'elles ne peuvent être frappées d'appel ou de pourvoi en cassation qu'avec le jugement sur le fond ;

Attendu que de par cette disposition, l'ordonnance de clôture et de renvoi en date du 08 juin 2018 du juge rapporteur ne peut être frappée d'appel qu'avec le jugement sur le fond ;

Que dès lors, l'appel de l'ordonnance de clôture et de renvoi en date du 08 juin 2018 du juge rapporteur est sans incidence sur la présente procédure ;

Attendu que pour demander au Tribunal d'ordonner le sursis, la SOPAMIN SA soutient qu'il n'appartient pas à la tribunal saisi de se prononcer sur l'appel mais la juridiction d'appel ;

Attendu qu'effectivement, le tribunal n'a aucune compétence pour statuer sur l'appel interjeté, mais que conformément à l'article 457 du CPC ci-dessus cité, le Tribunal est tenu de statuer au fond dans la mesure où l'ordonnance de clôture et de renvoi ne peut être frappée d'appel qu'avec le jugement sur le fond ;

Qu'en effet, comme il a été souligné plus haut, le Tribunal est plutôt lié par la loi que par l'appel interjeté ;

Attendu que par ailleurs, la SOPAMIN soutient que le juge rapporteur prévu par la loi n°2015-08 du 10 avril 2015, fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et le fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger n'est pas le juge de la mise en état prévu par le Code de Procédure Civile et qu'il n'a pas les pouvoirs de ce dernier ;

Mais attendu que l'article 40 de la loi sur les tribunaux de commerce dispose clairement que : « Le juge rapporteur doit prendre toutes mesures qui lui paraissent nécessaires pour parvenir à une instruction complète de l'affaire, **conformément aux règles de droit commun** » ;

Que l'article 2 alinéa 2 de la même loi dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la présente loi, les tribunaux de commerce et les Chambres commerciales spécialisées sont soumis à la loi n° 2004-50 du 22 juillet 2004, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger et à **celle portant Code de procédure civile** » ;

Attendu que de par ces dispositions, on peut aisément déduire que la fonction du juge rapporteur est la même que celle du juge de la mise en état de part la volonté du législateur qui en a décidé ainsi ;

Qu'il s'agit donc d'un argument sans intérêt par rapport à la question soulevée relative à l'appel interjeté contre l'ordonnance du juge rapporteur ;

Attendu que de tout ce qui précède, il ya lieu de rejeter la demande de la SOPAMIN tendant à ordonner le sursis à statuer sur la base de l'appel, par elle, interjeté contre l'ordonnance de clôture et de renvoi du Juge rapporteur comme étant mal fondée ;

### **Du sursis à statuer sur la base de la saisine du tribunal arbitral**

Attendu qu'il résulte des propres écritures de A GROUP INTERNATIONAL LTD que : « la résiliation de la convention d'Achat » et de sa portée a été soumise au Tribunal arbitral conformément à la volonté souveraine des parties exprimée à l'article 9-1 de ladite Convention aux termes desquels :

#### **« RESILIATION POUR NON RESPECT DU PLAN d'INVESTISSEMENT**

La présente Convention peut être résiliée par le Vendeur pour non-respect de la mise en œuvre du plan d'investissement tel que (en annexe).

A cet effet le Vendeur pourra requérir de l'acheteur durant les quatre premières années suivant la conclusion de la présente tous documents et écritures comptables afin de vérifier l'effectivité de la mise en œuvre du plan d'investissements objet de l'annexe.

En cas de défaut et après mise demeure par tous moyens laissant trace écrite et restée sans effet 30 jours calendaires, le Vendeur pourra prononcer la résiliation de la présente convention, sans préjudices de tous dommages et intérêts pouvant découler directement ou indirectement du manquement dans l'application du plan d'investissements.

Tous litiges découlant de l'application de la présente clause sera réglé selon les dispositions de l'article 1.5 relatif à la loi applicable et au règlement des différends.

Le droit de résiliation prévu au présent article 9 est sans préjudice des autres droits prévus aux termes de la présente convention. Si la présente convention est résiliée

en vertu de cet article 9 les parties seront libérées de l'ensemble de leurs obligations aux termes de la présente convention à l'exception des obligations des obligations de chacune des parties aux termes des article 5.1 et 10 qui survivront, étant précisé également que si la présente convention est résiliée du fait de l'inexécution par une partie de ses obligations ou du fait de la non réalisation d'une ou plusieurs conditions du fait d'une partie, les droits de la partie non fautive et à l'initiative de la résiliation d'exercer tout recours survivront » ;

Attendu qu'à l'audience toutes les parties ont confirmé qu'effectivement, le Tribunal arbitral a été saisi pour se prononcer sur cette question de résiliation ;

Mais attendu que l'article 13 de l'Acte Uniforme sur le Droit de l'Arbitrage signé à Conakry, le 23 novembre 2017 dispose clairement que : « Lorsqu'un différend faisant l'objet d'une procédure arbitrale en vertu d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique, celle-ci doit, si l'une des parties en fait la demande, se déclarer incompétente.

Si le tribunal arbitral n'est pas encore saisi ou si aucune demande d'arbitrage n'a été formulée, la juridiction étatique doit également se déclarer incompétente à moins que la convention d'arbitrage ne soit manifestement nulle ou manifestement inapplicable à l'espèce. Dans ce cas, la juridiction étatique compétente statue sur sa compétence en dernier ressort dans un délai maximum de quinze (15) jours. Sa décision ne peut faire l'objet que d'un pourvoi en cassation devant la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage dans les conditions prévues par son règlement de procédure.

En tout état de cause, la juridiction étatique ne peut relever d'office son incompétence.

Toutefois, l'existence d'une convention d'arbitrage ne fait pas obstacle à ce qu'à la demande d'une partie, une juridiction étatique, en cas d'urgence reconnue et motivée, ordonne des mesures provisoires ou conservatoires dès lors que ces mesures n'impliquent pas un examen du différend au fond pour lequel seul le tribunal arbitral est compétent » ;

Attendu que dès lors que le tribunal arbitral a été saisi du litige sur la question de la résiliation unilatérale prononcée par la SOPAMIN, la juridiction de céans est incompétente, de par les dispositions précitées, pour statuer sur cette question ;

Que s'agissant de la tierce opposition, le tribunal de céans doit obligatoirement sursoir à statuer jusqu'à l'intervention d'une décision au fond du tribunal arbitral que les parties ont librement choisi sur la question de ladite résiliation ;

Attendu que A GROUP INTERNATIONAL LTD, aussi bien dans ses écritures qu'à l'audience, soutient que le jugement commercial n°064 du 20 avril 2018 rendu par le Tribunal de Commerce de Niamey a permis à la SOPAMIN de s'approprier illégalement ses actions ;

Mais attendu que ce jugement, rendu conformément aux dispositions de l'article 516 point 2 de l'acte uniforme OHADA portant Droit des sociétés commerciales et GIE a indiqué que l'Assemblée Générale sera convoquée dans les conditions de forme et délai prévus par les statuts de la SML SA avec un ordre du jour déterminé dont entre autres les conséquences juridiques de la résiliation ;

Que s'agissant de cette résiliation et comme il a été rappelé plus haut, les parties ont déjà saisi le Tribunal arbitral qu'elles ont librement choisi pour se prononcer sur la résiliation prononcée par la SOPAMIN et ses conséquences ;

Que dès lors, c'est prématurément que A GROUP INTERNATIONAL LTD a saisi le Tribunal de céans pour voir rétracter le jugement attaqué qui aurait permis de la déposséder de toutes ses actions, sans attendre la décision du Tribunal arbitral ;

Attendu qu'en effet, il ya lieu de relever que par lettre N/Réf/0137/FK/PCA/2018 en date du 19 avril 2018, joint à l'assignation de A GROUP INTERNATIONAL LTD, le Président du Conseil d'Administration de la SML SA, ELH. USMAN MAI KUDI ABDULAH, a adressé une correspondance aux actionnaires de la SML SA avec comme objet : Avis de convocation d'Assemblée Générale Ordinaire ;

Qu'à travers cette lettre, le Président du Conseil d'Administration de la SML SA, qui se trouve être le Gérant de A GROUP INTERNATIONAL LTD elle-même, a convié lesdits actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire de la SML SA qui se tiendra le Vendredi 04 Mai 2018 à 09 h00 dans la salle de réunion de l'hôtel Homeland sur l'ordre du jour suivant :

1. la révocation des Administrateurs ;
2. la nomination de nouveaux Administrateurs ;



3. les conséquences juridiques de la résiliation :
4. les divers ;
5. pouvoirs pour formalités.

Attendu qu'à observer de très près, l'ordre du jour tel que prévu par le jugement commercial attaqué, se retrouve presque in extenso dans cette lettre de convocation du Président du Conseil d'Administration de la SML SA ;

Qu'il est donc évident que si la SML SA a retenu dans l'ordre du jour le point : « les conséquences juridiques de la résiliation », c'est que la question posée reste et demeure la validité de cette résiliation de la convention, que seul le tribunal arbitral choisi par les parties, est à même de trancher ;

Que par cette inscription, on peut se demander si A GROUP à travers son Gérant et PCA de SML SA, a finalement accepté ladite résiliation, question là également que seul le tribunal arbitral est à mesure de répondre ;

Attendu que dès lors que les parties ont saisi le tribunal arbitral pour statuer sur la résiliation de la convention d'achat avec la société A GROUP, cette dernière est tenue d'attendre la décision de la juridiction arbitrale saisie, seule compétente et que dans ces conditions, même d'office, le tribunal doit sursoir à statuer jusqu'à l'intervention de la décision de l'arbitre ;

Que le tribunal, par le jugement attaqué qui a désigné un mandataire provisoire pour convoquer l'Assemblée Générale avec à l'ordre du jour entre autre la résiliation de la convention et ses conséquences, ne peut dès lors que le juge arbitral compétent a été saisi, rétracter ledit jugement, rétractation qui peut aller à l'encontre de la décision de la juridiction arbitrale choisie par les parties, ce qui n'est pas dans ses attributions ;

Qu'en l'espèce, au vu de toutes les demandes formulées par A GROUP INTERNATIONAL LTD, on peut aisément s'apercevoir qu'il ne s'agit pas des demandes portant sur des mesures provisoires ou conservatoires, que le juge étatique est admis à ordonner ;

Attendu que de tout ce qui précède, le tribunal de commerce saisi, doit donc sursoir à statuer sur la tierce opposition dont il a été saisi, jusqu'à l'intervention d'une décision au fond du tribunal arbitral que les parties ont librement choisi sur la question de ladite résiliation ;

### **Sur les dépens**

Attendu que la Société A GROUP INTERNATIONAL LTD, ayant succombée à la présente instance, sera condamnée aux dépens ;

### **Par ces motifs**

#### **Le Tribunal**

- **Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière commerciale et en premier ressort ;**
- **Sursoit à statuer jusqu'à l'intervention d'une décision au fond du tribunal arbitral que les parties ont librement choisi sur la question de la résiliation prononcée par la SOPAMIN SA ;**
- **Condamne la Société A GROUP INTERNATIONAL LTD aux dépens ;**
- **Avertit les parties qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours pour interjeter appel contre la présente décision par dépôt d'acte d'appel auprès du Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Niamey.**

**Ont signé le Président et le Greffier, les jour, mois et an que dessus.**